

Communiqué de Presse

Marseille, le 29/10/2018

Proposer, de manière régulière, un **temps de réflexion partagée avec des acteurs économiques de premier rang**, est une volonté surlignée par Roland Gomez depuis son élection en juin dernier à la présidence de la CCI de région.

A cet effet, une **série de tables rondes** conviant différents interlocuteurs régionaux et privilégiant un format court et constructif, est impulsée dès cet automne.

Dans le contexte de réforme consulaire et de restriction budgétaire, le réseau des CCI de Provence-Alpes-Côte d'Azur (qui n'a pas attendu la loi pour repenser et faire évoluer son modèle) sait que son efficience au service des entreprises et territoires passera, aussi, par **des partenariats cohérents, intelligents et intelligibles**.

« **Donner un nouvel élan à nos collaborations. Exercer une action concertée à partir d'une volonté commune** » : c'est l'état d'esprit dans lequel **Roland Gomez** avait rencontré **Renaud Muselier** et **Jean-Luc Monteil** en septembre et dans lequel il a animé la table ronde de **jeudi 25 octobre** en 2^{nde} partie d'Assemblée Générale.

En maître de cérémonie, il a privilégié la parole donnée à ses invités : **Bernard Kleynhoff**, président de la commission Economie, Industrie, Innovation, Nouvelles Technologies et Numérique de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, et **Jean-Luc Monteil**, président du MEDEF Provence-Alpes-Côte d'Azur, président de la commission Adhérents du MEDEF, membre du Comité Directeur de CCI France.



A la question posée « Comment consolider un trio gagnant, aujourd'hui et demain, au service des entrepreneurs de nos territoires ? », thème de la table ronde, un mot-clef a résonné plus que tout autre : #complémentarité

Découvrez des **extraits de cette heure d'échanges** au fil des pages suivantes =>

CONTACTS PRESSE

CCI Provence-Alpes-Côte d'Azur : Valérie Marquet 06 16 800 444 / valerie.marquet@paca.cci.fr

Région Provence-Alpes-Côte d'Azur : Marion Piscione 06 98 74 52 44 / mpiscione@maregionsud.fr

MEDEF Provence-Alpes-Côte d'Azur : Kevin Figuière 06 51 55 92 52 / kfiguiere@medefpaca.com



Sur le sujet du développement économique régional

Bernard KLEYNHOFF, à propos de la stratégie de développement économique de la Région : « Notre volonté est de faire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur le premier partenaire des entreprises. Nos échanges réguliers avec la CCIR, mais aussi la CMAR, le MEDEF et la CPME, font que le dialogue est fluide, récurrent et permet d'avancer ensemble.

Evoquant notamment la Banque régionale de l'emploi et l'apprentissage : « L'objectif est d'amener collectivement le meilleur service aux entreprises qui cherchent à recruter (...); cet accompagnement est complémentaire à celui que nous offrons sur le « nerf de la guerre » : le financement ! »

Sur le Fonds d'investissement pour les entreprises régionales, outil voté lors de la dernière Assemblée Générale de la Région : « Il mobilisera plus de 300 M€ intégrant les fonds européens d'ici la fin du mandat pour accompagner plus de 100 000 entreprises, de toutes tailles et pour tous types de projets. » **Citant Renaud Muselier :** « Il nous appartient collectivement de nous mobiliser et de les employer au mieux, et qui mieux qu'un chef d'entreprise pour parler aux chefs d'entreprises ? »

Concernant la convention de partenariat Région / CCI de région *

Bernard KLEYNHOFF rappelle que : « Les orientations économiques ne s'inventeront pas à la Région. Nous échangerons ensemble sur tous les sujets : création, innovation, startups, transition numérique, transition énergétique (...) Quand on accumule toutes ces transitions, ça fait une révolution pour l'entreprise et cette révolution, on ne pourra pas la vivre ni l'accompagner individuellement : il faudra qu'on le fasse en collectif et c'est ton rôle Roland (Gomez -NDLR) de fédérer cela au sein du réseau des CCI de Provence-Alpes-Côte d'Azur »

* 4 axes stratégiques de collaboration, en cohérence avec le SRDEII : financement, développement des entreprises et commerces de proximité, développement international, intelligence et veille économique /

A propos de la réforme consulaire opérée par le Gouvernement

Jean-Luc MONTEIL, fait passer un message clef : « *Que l'on soit à la Région, à la tête d'une organisation patronale ou consulaire, on doit se renouveler, on doit dire et jouer collectif et avoir au cœur de nos préoccupations d'être complémentaires : c'est une nécessité. Aujourd'hui, ce pays se priverait d'un atout considérable en termes de développement économique s'il n'avait plus ces entrepreneurs qui s'engagent bénévolement dans le pilotage de dispositifs pour les entreprises.* »

Et de souligner : « *Les entrepreneurs que nous sommes ne peuvent adhérer à la réforme des CCI telle qu'annoncée par le gouvernement. C'est la triple peine pour les entreprises : c'est une gabegie économique, puisqu'elles devront désormais payer pour des services gratuits jusqu'ici ; c'est un déni de démocratie car elle dégrade un outil à destination des entreprises, gouverné et financé par les entreprises ; ça signifierait l'abandon des zones non métropolitaines, qui subissent déjà l'affaiblissement de nombreux services publics* ».

Au niveau régional, Bernard KLEYNHOFF préconise : « *Chaque fois que l'on souhaite marquer notre territoire, il faut qu'on le fasse avec des idées, des exemples, des réussites et des chiffres. Sous la conduite de Renaud Muselier, on s'est fixé une baseline : des résultats à 3 ans, des projets à 20 ans.* »

Avec sa casquette d'ancien président de la CCI Nice-Côte d'Azur : « *On a besoin de montrer que l'on parle aux entreprises et que des résultats proviennent de cet accompagnement sur les territoires. C'est parce qu'on pourra poser des choses sur la table qu'on pourra dire à un ministre : ne supprimez pas cela car on est les seuls à pouvoir le faire ; la preuve, la voilà.* »

Quant aux mutualisations possibles entre acteurs économiques

Jean-Luc MONTEIL souligne l'importance de la complémentarité de l'offre : « *C'est de notre responsabilité. Et il faut affirmer la relation politique entre nos organisations patronales (MEDEF / CPME) et le réseau des CCI (...). Le lien politique et opérationnel doit être plus fort et nourri régulièrement. Il n'y a pas d'organisation qui ne mérite pas de se réformer ! Nous devons avoir une offre de produit qui colle aux nouvelles générations d'entrepreneurs.*

Quant aux liens entre les organisations professionnelles : « *Demain, avec le modèle économique proposé par le Gouvernement, il faut aussi que nous, MEDEF, avec la CPME, ayons l'intelligence d'être beaucoup plus rapprochés, parce qu'à terme nous serons confrontés aux mêmes difficultés que le réseau consulaire.* »

Bernard Kleynhoff, de conclure : « *Dans les réunions que nous menons à la Région avec la CCIR, comme dans les échanges pour conventionner avec le MEDEF, je pense que, sur tous les sujets, chacun doit être le plus spécialisé possible et en aucun cas redondant. On n'a pas les moyens de financer plusieurs fois la même chose, d'où que proviennent ces moyens. On a besoin d'être créateurs et innovateurs afin de proposer des systèmes, des noyaux durs de travail visant une seule chose : l'efficacité.*